

## **Capitalisme financier, crise mondiale et construction d'un cas exemplaire: le dernier tango à Buenos Aires.**

*Heloisa Primavera, mai 2002<sup>1</sup>*

Au cours des dernières années, l'évolution du capitalisme comme processus historique n'a pas eu d'interprétations homogènes. De nombreuses variations ont plutôt joué un rôle d'explication tranquillisante, que de celui d'avoir eu le mérite d'entreprendre l'aventure du pronostic, qui conduisent à la recherche de voies «alternatives» de développement.

En Argentine, à partir de 1986, pour faire face au processus d'ajustement structurel imposé par le FMI et la BM, des nombreuses provinces ont commencé à émettre des «*bons de trésorerie*» qui assuraient la continuité des salaires des employés publics, qu'à leur tour soutenaient le commerce local... À l'heure actuelle, 19 types différents de «paramonnaies» peuvent être trouvés d'un bout à l'autre du pays. Cela a été une réponse presque naturelle dans un pays où l'autonomie des acteurs sociaux avait déjà joué plusieurs coups dans l'Histoire récente: le péronisme des années 45, la guerrilla des '70, les «folles mères» de la Place de Mai, la «conquête» des îles Malvinas dans les '80 et les réseaux de troc, fin '90 et début du XXI siècle, peuvent être inclus dans ce bilan d'*innovations* produites par de différentes interprétations de la responsabilité sociale des acteurs. À partir de 1995 - sans aucune autorisation officielle - des multiples monnaies locales, appelées *monnaies sociales*, car elles sont émises par les usagers eux-mêmes, circulent dans les «clubs de troc» où les exclus de l'économie formelle luttent non seulement contre leur exclusion du monde de l'emploi, mais par leur survie même. Pour sortir des courants traditionnels, nous avons interprété cette innovation comme une *privatisation de l'argent* par la citoyenneté. En sept ans, le nombre de participants s'est accru de 23 à presque 4 millions de personnes, et plus de 5000 groupes («clubs» ou «nodos») estimés trois mois après la crise de décembre 2001. Le chiffre correspond à plus du 11% de la population totale du pays. Le FMI s'est déjà prononcé contre l'émission des «pseudo-monnaies» étatiques des provinces, mais n'a pas encore dit un mot sur les monnaies sociales, ignorant peut-être l'envergure du phénomène et le risque sur le déséquilibre du système global.

Après la Guerre du Golfe, le Kosovo, la Colombie et l'Afghanistan, l'Argentine devient un *cas exemplaire* pour montrer jusqu'à quel point le *capitalisme financier* peut déployer son imagination pour assurer la survie d'un système qui agonise peut-être, mais qui risque encore de durer quelques décennies. **Quoi-faire ?**

### **1. LA CRISE ARGENTINE N'EST GUÈRE UNE CRISE NATIONALE...**

Soit dans le domaine des sciences politiques, soit dans celui de la sociologie, l'économie ou la littérature de libre regard critique, des auteurs variés ont essayé leur hermeneutique pour comprendre les événements des dernières années: de Fukuyama à Wallerstein, de Touraine à Thurow, de Negri à Offe, des nombreuses variations ont joué un rôle plutôt ansiolitique «ex-post» que celui d'entreprendre de minimes aventures de pronostic qui auraient pu aider à trouver des voies alternatives. C'est plutôt dans la pensée hétéroclite de Viviane Forrester et Bernard Lietaer que nous avons trouvé des sources d'inspiration et des affinités explicatives pour comprendre quelques phénomènes que nous appelons plutôt de «mouvements» que de mouvements sociaux, tels que les poussées de monnaies locales et de processus de cogestion état/société civile. Nous essaierons de montrer comment la politique peut être donc redéfinie à partir de l'économie et comment l'économie elle-même ne peut être reconstruite qu'à partir d'un autre paradigme.

<sup>1</sup> Programme de Recherche et Développement sur "Monnaies complémentaires et Economie Sociale", Faculté des Sciences Économiques de l'Université de Buenos Aires, [primaver@econ.uba.ar](mailto:primaver@econ.uba.ar)  
[heloisa@alliance21.org](mailto:heloisa@alliance21.org)

Dans le cadre du développement des rapports Nord-Sud, l'hégémonie de l'économie sur la politique a été reconnue en permanence et s'est incorporée au sens commun: c'était donc le comportement par rapport à la *dette extérieure* des pays «en développement» aux pays «développés» qui a acquis un protagonisme *politique* actif et croissant.

Au plan international, l'attitude des Etats Unis et ses alliés développés, en ce qui concerne la Guerre du Golfe, l'indifférence au Kosovo, l'intervention en Colombie par le biais du trafic des drogues, la poursuite du terrorisme «international» en Afghanistan et, finalement, la débâcle en Argentine font partie de l'éventail de possibilités de cet euphémisme qu'on appelle la nouvelle architecture mondiale, celle de la globalisation avant tout. Il ne s'agit donc pas seulement de la politique extérieure des Etats Unis de l'Amérique du Nord, mais de l'ensemble des pays industrialisés dans la politique internationale, telle que prétend Forrester : *l'économie comme acteur politique*. Pendant la dernière décennie, soit par moyen du FMI et la Banque Mondiale, soit par l'OMC et ses adjoints, les manœuvres permises au capital financier ont généré des effets variés sur l'ensemble des pays dépendants, à partir d'effets locaux : du «tequila», au «riz», au «vodka» et la «caipirinha», nous assistons à présent le déroulement du «*dernier tango à Buenos Aires*», qui ne fait que confirmer l'impossibilité des aventures d'autonomie régionale en dehors du bloc G7/G8. L'effet «global» a été – au minimum – la règle du jeu de l'interdépendance de tous sous l'hégémonie des Etats Unis, en usant des complicités variables.

C'est ainsi que nous proposons de regarder ce dernier tango à Buenos Aires, qui devra se jouer pendant quelques années pour que la leçon soit vraiment...exemplaire. Pendant presque deux décennies, l'Argentine - qui a toujours été classée dans le cadre des pays riches - a suivi très strictement les prescriptions de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International pour entreprendre l'ajustement structurel qui lui devait permettre le développement et l'intégration aux marchés du monde. Pendant la dernière décennie, le rêve de Premier Monde : la *bulle* de la convertibilité du peso au dollar américain, puis l'alliance avec l'euro, pour devenir sympathique au nouvel acteur financier mondial. À l'intérieur, l'économie du pays réel s'écroulait : plus d'industrie nationale (jadis son orgueil), plus de classe moyenne dominante, en échange, plus de cinquante pour cent de la population au dessous de la ligne de pauvreté.

Ce n'est qu'à fin décembre 2001 que le divorce entre la politique et l'économie, vécu depuis presque vingt ans à l'intérieur du pays, éclate dans une bataille qui est gagnée par les citoyens, c'est à dire, par la politique: après avoir déclaré l'enlèvement de tous les fonds en monnaie nationale et en dollars américains soigneusement gardés par des banques étrangères, le gouvernement démocratique est renversé dans un climat de chaos social, avec son bilan d'une dizaine de morts dans la semaine tragique. Le protagoniste indubitable est un *peuple diffus* qui cherche son expression perdue depuis plus de dix ans: coupure de routes par les chômeurs chroniques, symphonie presque permanente des «caceroleros» de tous les secteurs sociaux, brûlure des ordures dans les villes, assemblées des quartiers qui refusent la présence des forces politiques, qui semblent ne plus représenter à personne... Formidable rencontre - même éphémère – de gouts, d'interêts, ne cherchant qu'un résultat à chaque fois : Dehors le Ministre d'Economie ! Dehors le Président de la République ! TOUS DEHORS ! diraient après les radicaux cathartiques...

Honte dans l'Histoire du pays qui a été pendant longtemps le troisième producteur au monde de viande et blé, le protagoniste est le peuple qui a *faim*, accompagné du peuple *en colère*, dont la confiance dans la dirigeance politique semble définitivement épuisée. Après deux semaines de convulsions, la logique corporative, que l'on croyait politique au départ, pousse à une la victoire apparente des institutions démocratiques...

Les événements restent ouverts : beaucoup de surprises peuvent prendre la place de la scène vidée par la politique traditionnelle. Mais nous regarderons ensuite une des formules reprises par les acteurs qui cherchent à prolonger leur protagonisme au delà de la semaine tragique du 20 décembre 2001.

## 2. QUAND LA RESISTANCE NAÎT DE L'IMAGINATION

Au cours des années '90, ce pays « riche » semble commencer à avoir des signes cliniques importants vis à vis du chômage: le 16,2% n'est pas acceptables dans un pays presque complètement privatisé, où la protection sociale s'est disparue en quelques années. De l'Etat Providence de l'après-guerre, l'on parle d'un Etat de Malaise qui donne lieu à un Etat Déserteur dans les années '90. C'est dans ces circonstances que l'on voit naître le premier «Club de Troc», qui peut être compris comme une réponse des bases de la société civile visant à assurer sa survie, dans les conditions de travail les plus dures de la seconde moitié de ce siècle. A Bernal, à quelque trente kilomètres de Buenos Aires, un groupe d'écologistes préoccupés à la fois par la détérioration de la *qualité de vie* et la croissance accélérée du *chômage*, décide d'agir sur ces deux thèmes, et ce, dans une certaine mesure, afin que la perspective écologique s'ajuste à l'intérêt immédiat des habitants du quartier. Autrement dit, il s'agit d'une initiative du secteur émergent des "nouveaux pauvres", afin de retarder leur distanciement de l'échiquier du marché formel et du processus d'exclusion sociale qui s'ensuit inexorablement. C'est ainsi qui s'inaugure le 1er mai 1995 un premier club de troc composé d'une vingtaine de voisins hésitants, mais aussi plein d'espoir. Au cours de la première année, tous les samedis après-midi, les membres du Club commencent à échanger différents types de produits: initialement il s'agissait principalement d'aliments (fruits, légumes et plats préparés) mais aussi de vêtements, tissus et artisanats. Peu à peu, un dentiste est invité à se joindre au groupe, en échange du pain d'une voisine qui lui plaisait (le pain et, peut-être aussi la voisine, et ceci n'est pas banal) et, avec l'inclusion des services, les échanges se font plus variés et multiplicativeurs des opérations en cours. Au début, les transactions étaient enregistrées par les organisateurs dans un *cahier central commun et sur des cartes personnelles*, qui permettaient le contrôle et l'ajustement des comptes. Quand les transactions se multiplièrent en se faisant trop nombreuses, on passe au registre sur *ordinateur personnel*; le système reste donc centralisé et aux mains de quelques personnes. Le prochain pas fut la décentralisation des opérations, par l'intermédiaire de *bons non transférables* portant le nom du créancier et du débiteur.

Il est important de rappeler que, même si ce système continue à fonctionner dans certaines expériences sous d'autres latitudes, tels que les Systèmes d'Echanges Locaux (S.E.L.) en France, en Argentine il n'a duré que quelques heures. En effet, rapidement, ces "chèques" ont été "endossés" et utilisés pour d'autres transactions, les personnes se connaissant bien entre elles et les bons provenant d'un ami ou d'une personne de confiance. Cette différence a son importance car elle marque le début d'une étape distincte en termes qualitatifs, au cours de laquelle verront le jour les *bons transférables*, qui à leur tour permettront la création d'une nouvelle *masse monétaire dont la circulation est restreinte aux membres des clubs*. Cette version particulière de monnaie complémentaire est appelée ici *monnaie sociale* en raison de ses effets positifs d'inclusion sociale. Ces unités sont appelées, dès leur origine, des "*crédits*" (*créditos*) en raison de l'association de *confiance* qui existe entre les participants et du fait qu'elles s'appuient sur la *capacité de produire et de consommer* des membres des groupes de "*prosommateurs*", concept inspiré du livre "La Troisième Vague" de A. Toffler. Les crédits facilitent la réalisation des échanges entre prosommateurs et permettent aussi que ceux-ci circulent dans les différents clubs en fonctionnement, augmentant ainsi la circulation des biens et des services.

Nous pouvons donc considérer que ces opérations sont à l'origine du Réseau de Clubs de Troc, auquel, plus tard, on ajoutera l'adjectif "global", en référence à l'"ennemi", représenté par l'économie formelle soumise au processus de globalisation.

Les gouvernements ont été réticents au départ, puis ont compris l'importance de cette activité pour traiter plusieurs problèmes à la fois, d'une façon très simple et pas chère, c'est à dire, très utile à la politique du pays. Mais aussi très dangereuse, quand elle commence à découvrir le « mystère » de l'économie : c'est le paradigme de l'abondance qui émerge dans les réseaux de troc, autonomes, petits, grands, moyens, régionaux, des quartiers, inter-regionaux...

La comparaison avec le développement moins rapide des Ithaca Hours, des LETS (Local Exchange and Trade Systems), des S.E.L. français et des Tianguis mexicains, permet de définir les quatre caractéristiques principales du modèle argentin:

- Emission de *monnaie sociale* depuis le début;
- Entretien d'un *système convivial permanent*, avec des rencontres hebdomadaires régulières, qui entraîne un fort sentiment d'appartenance au groupe.
- A partir du moment où les échanges se réalisent entre les clubs et que se conforme le Réseau, surgit aussi un sentiment d'appartenance complémentaire au Réseau, ou pour le moins à différents clubs (appelés maintenant Nodos), et donc une *nouvelle appartenance multiple*;
- Une claire *autonomie* des Nodos, les uns para rapport aux autres, préservant ainsi les principes fondamentaux du Réseau (que nous définirons plus loin). Ainsi que les différentes formes d'articulation et de création de consensus pour résoudre les problèmes que pose la vie de cette immense *entreprise sociale virtuelle*.

Malgré l'existence d'expériences similaires dans des contextes très divers, il est intéressant de souligner que l'expérience argentine naît absolument en marge des autres telles que l'expérience mexicaine de "La "Otra" Bolsa de Valores", les Heures de Ithaca de l'Etat de New York, ainsi que les dérivés du système des L.E.T.S. du Canada, parmi lesquels se trouvent les S.E.L. de France et les Noppels hollandais.

Six ans plus tard il y a environ un million de personnes dans le système, dans différents réseaux distribués en toutes régions du pays : on estime en 500.000 unités de compte (« *creditos* ») en circulation. Le gouvernement national déclare le système d'intérêt social et soutient la formation de réseaux partout dans le pays.

Presque sept ans plus tard, quelques mois après la crise de Décembre 2001, le chômage paraît durable et la faim frappe à la porte de la classe moyenne. Le chaos des caceroleros commence à chercher *l'ordre* à l'intérieur des réseaux de troc. Le système se corrompt et des mafias s'installent à l'intérieur des grands et des petits réseaux, au Nord et au Sud. La réponse se donne tout de suite: deux réseaux se différencient. Un réseau GLOBAL fait des affaires pour les élites dirigeantes, l'autre SOLIDAIRE travaille pour éteindre à la plupart des exclus les bénéfices du système...

Les chiffres changent de façon aussi dramatique que les événements :

Mai 2002 compte environ quatre millions de personnes, dans plus de 5000 Nodos et plus 100 millions d'unités circulent dans les nombreux réseaux du pays: des réseaux traditionnels où les billets « privés » prennent la place de l'argent (modèle RESEAU GLOBAL), coexistent mal avec les réseaux à monnaie sociale (modèle RESEAU SOLIDAIRE), et des formules hybrides qui tâtonnent vers des voies d'emancipation pas toujours claires... La crise de valeurs s'installe à l'intérieur de l'Utopie, l'esprit entrepreneur n'arrive pas à définir un chemin unique. Il semblerait que les tensions entre les *deux paradigmes de l'économie* défient cette nouvelle étape de transformation de la vie politique du pays.

### 3. QUI VAINCRA LA SAINTE GUERRE DES TRIANGLES ?

Si nous revenons maintenant aux forces extérieures qui guident le *capitalisme financier*, pas indifférent au choix de la politique nationale, il est utile d'analyser son protagonisme sous trois axes systématiques, pas toujours visibles. C'est pourquoi nous ajoutons ce regard féminin (Juruá, 2002) sur le *triangle pervers* qui nourrit le capitalisme financier : *le paiement de la dette extérieure par les pays pauvres, les fonds de pensions des pays riches et les paradis fiscaux* qui assurent le comportement discipliné des fonds, pour que la concentration de la richesse aille dans le bon sens...

D'autre part, c'est précisément en Amérique Latine nous avons vu naître l'embryon d'un *nouveau paradigme politique*, à partir des expériences d'économie populaire et solidaire, à côté des initiatives de démocratie directe, telles que le budget participatif et d'autres expériences de gestion associée état/société civile. Nous proposons (Primavera, 2001) également reconnaître la présence d'un *triangle vertueux* intégré par des mouvements des dernières décennies: *les microfinances depuis les années '70, le budget participatif comme expression des processus de cogestion sociale depuis les '80 et les réseaux de troc avec monnaie sociale depuis les années '90.*

*S'agirait-il d'une sainte guerre promue par le féminin dans le nouveau paradigme économique contenu dans les initiatives de monnaie sociale ? Celles qui ont osé toucher l'hégémonie du système financier à partir de la « privatisation » de l'argent pour réinventer le marché ? Pour revenir à l'abondance perdue ? Pourquoi pas ?*

*Le Rio de la Plata, n'était-il prédestiné à faire revenir l'argent qui a été enlevé au continent entier il y a à peine quelques siècles ?*

Finalement, si l'inspiration nous manque pour les éternelles négociations avec le FMI, il est utile de regarder en arrière, pour reconnaître qui nous sommes, et les chercher peut être dans les paroles du 27 juillet 1819 dites par celui que l'on considéré le Père de la Patrie, le Général José de San Martín, aux camarades de l'armée des Andes: « **Nous ferons la guerre de n'importe quelle façon: si nous n'avons pas d'argent, un morceau de viande, un morceau de tabac ne nous manqueront pas. Quand nous n'aurons plus d'habits, nous habillerons ce que nous tissons nos femmes; et si nous n'avons rien, nous serons à poil, comme nos indiens... Soyons libres, c'est tout qui compte!** »

Bibliographie citée dans le texte :

Forrester, Viviane *Une étrange dictature*, Paris, Fayard, 2000.

Juruá, Ceci *O triângulo perverso do capital financeiro*, Forum Social Mundial, Porto Alegre, 2002.

Lietaer, Bernard *The future of money*, London, Century, 2001.

Negri, Toni & Michael Hardt *Empire*, New York, Harvard UP, 2000.

Primavera, Heloisa *La monnaie sociale comme levier du nouveau paradigme économique*  
Paris, FPH, Cahiers de Proposition, 2001 (<http://money.socioeco.org/documents>)